

Au cœur du plan américain, ces territoires ukrainiens que la Russie revendique

Donald Trump pousse un plan en 28 points, discuté avec la Russie, pour obtenir la fin de la guerre en Ukraine. La Maison-Blanche comme le Kremlin espèrent obtenir une reddition de l'Ukraine sur certains territoires de l'est du pays.

ANALYSE

VÉRONIQUE KIESEL

Depuis 2014, et encore plus après le début de son offensive en 2022, la Russie a conquis des pans entiers du territoire ukrainien – près de 20 % de sa superficie – qu'elle occupe et administre à sa façon. Elle les revendique, en version augmentée, voulant forcer Kiev à lui lâcher aussi des zones toujours contrôlées par l'Ukraine comme étant des parties intégrantes de

la nation russe. Le sort de ces régions est un des points importants du plan russe-américain en 28 points. Donald Trump a donné jusqu'à jeudi à Volodymyr Zelensky pour répondre à ce « plan de paix ».

Selon des sources sécuritaires anonymes citées par l'agence Reuters, les Etats-Unis menaceraient de couper l'accès aux renseignements et aux armes américaines à Kiev. Une menace prise au sérieux par le président ukrainien Volodymyr Zelensky qui prédit des « temps difficiles » au pays. Il proposera « des al-

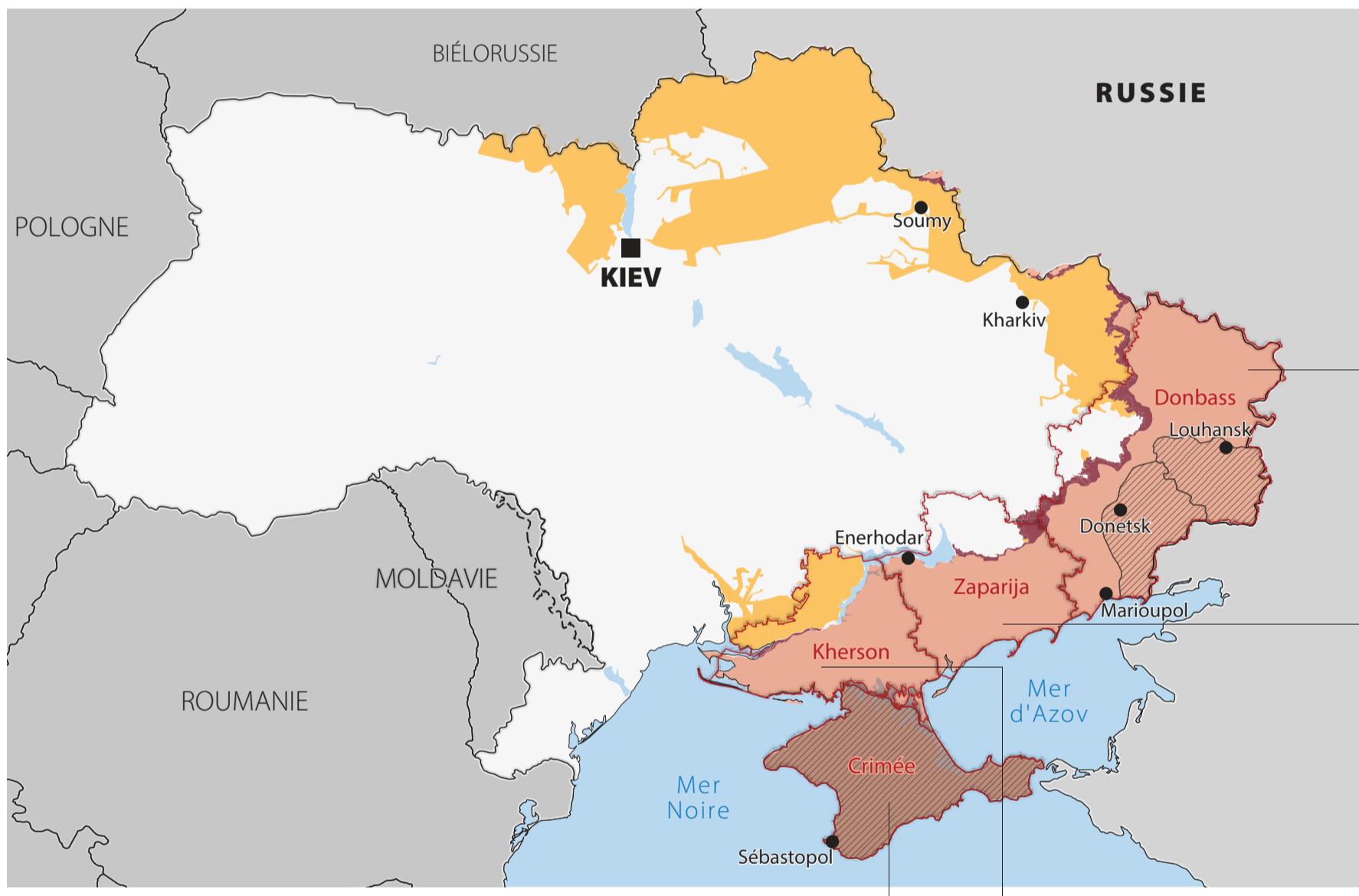
ternatives » au plan russe-américain, sans « trahir » son pays, a-t-il promis.

Ce dernier prévoit que la « Crimée, Louhansk et Donetsk seront des territoires reconnus, y compris par les Etats-Unis, comme de facto appartenant à la Russie. Kherson et Zaporijsia seront gelés le long de la ligne de front actuelle, ce qui signifiera une reconnaissance de facto le long de cette ligne. La Russie renoncera aux autres territoires qu'elle contrôle en dehors de ces cinq territoires. Les forces ukrainiennes se retireront de la partie de l'oblast de Donetsk qu'elles contrôlent actuellement, qui sera ensuite utilisée pour créer une zone tampon ». Tour d'horizon de ces zones, diversement stratégiques.

Les territoires ukrainiens revendiqués par la Russie

Contrôle territorial des forces russes au 20 novembre 2025

■ Total ■ Partiel ou revendiqué ■ Contre-offensive ukrainienne
□ Zones annexées en 2014 ou contrôlées par les séparatistes avant 2022



La Crimée

Après avoir appartenu pendant 23 ans à l'Ukraine indépendante, cette presqu'île touristique et vinicole, occupée au fil des siècles par toute une série de colonisateurs, avait été annexée par Moscou en 2014 « sans tirer un coup de feu », selon la propagande russe. L'armée russe, il est vrai, y occupait une importante base navale en mer Noire que Kiev avait accepté de lui louer. « Il s'agit de la région la plus stratégique pour la Russie », confirme Alexandra Goujon, spécialiste de l'Ukraine. « Contrôler l'ensemble de la Crimée, pour Moscou, c'était sécuriser une base essentielle pour la flotte russe... et cesser de devoir en payer la location. » En 1997, la Russie avait conclu avec l'Ukraine un

accord de partage de la flotte de la mer Noire. Selon le traité signé cette année-là, la base navale de la marine russe en mer Noire restait à Sébastopol, au sud de la Crimée, grâce à un bail de 20 ans signé par Kiev et Moscou, courant jusqu'en 2017. Des accords signés en avril 2010 entre la Russie et l'Ukraine avaient réglé de nouvelles conditions d'utilisation du port de Sébastopol : en plus des 8 millions de dollars de loyer annuel payés à l'Ukraine depuis 1997, la Russie s'engageait à livrer à Kiev du gaz à un tarif préférentiel, inférieur de 30 % au prix normal. Et en fine, les forces russes avaient reçu l'assurance de pouvoir y rester jusqu'en 2047. En 2014, le Kremlin avait utilisé la révolution de Maïdan, pro-occidentale,

et la fuite du président Ianoukovych, considéré comme proche de Moscou, comme prétexte pour prendre le contrôle de la Crimée. Depuis, les Russes ont toujours refusé de discuter de cette annexation, qu'ils considèrent comme acquise. Leur objectif actuel, c'est qu'elle soit enfin reconnue internationalement. Par les Occidentaux – Donald Trump serait prêt à la faire –, mais aussi par l'Ukraine. « Or Zelensky, revendique toujours la Crimée comme étant ukrainienne », poursuit Alexandra Goujon. « En 2021, il avait organisé à Kiev une grande plate-forme pour la Crimée, regroupant une quarantaine de chefs d'Etat avec un programme de désoccupation de la Crimée. Et chaque année, l'Ukraine

célèbre la fête du drapeau tatar de la Crimée. » Le pont qui relie la Crimée à la Russie, le plus long d'Europe avec ses 18 kilomètres, fièrement inauguré par Moscou en 2018, est régulièrement attaqué par les forces ukrainiennes, qui réussissent parfois à forcer une fermeture temporaire de cette infrastructure incarnant la mainmise russe sur la presqu'île. Et l'armée ukrainienne a également, à plusieurs reprises, frappé durement navires militaires et infrastructures navales russes en Crimée contraignant une grande partie de la flotte militaire russe à devoir s'abriter dans d'autres ports : c'est un des grands paradoxes de l'offensive lancée par la Russie en 2022, pour soi-disant sécuriser ses positions...

Kherson

La région méridionale de Kherson, riche berceau agricole, avait été, au début de la guerre, en 2022, quasi entièrement occupée par les forces russes, qui y voyaient un très stratégique « pont terrestre » vers la presqu'île de Crimée. Il s'agissait aussi pour Moscou de rouvrir le robinet du Canal de Crimée, qui approvisionnait en eau la presqu'île avant que Kiev ne ferme le robinet en 2014 suite à l'annexion de la Crimée. En novembre 2022, les forces ukrainiennes ont mené une vaste contre-offensive qui a permis de libérer la ville de Kherson. La capitale de l'oblast est traversée par le fleuve Dniepr, qui fait office de rempart naturel entre la partie occupée par les militaires russes au sud, et la rive nord contrôlée par Kiev. « Les forces russes ont lâché Kherson parce que la position était trop difficile à tenir mais elles continuaient à la bombarder par des drones à charges explosives qu'elles envoient sur l'autre rive du Dniepr. Pour les habitants de la ville, la menace est permanente », commente Alexandra Goujon. L'oblast de Kherson est actuellement contrôlé aux deux tiers par la Russie. En juin 2023, les deux camps se sont mutuellement accusés d'avoir détruit l'immense barrage hydroélectrique de Kakhovka datant de l'époque soviétique, qui était aux mains des Russes depuis l'année précédente. L'explosion avait provoqué de gigantesques inondations et d'importants déplacements de population, bouleversant l'écosystème d'une vaste région, dont Moscou entend obtenir le contrôle.